



VOUS INFORME QUE CE DOCUMENT FAIT L'OBJET D'UNE PROCEDURE DE

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Le présent document est établi en un (1) exemplaire original signé par voie électronique par chacune des parties, qui ont consenti à l'utilisation de ce procédé et reconnu comme totalement valable ledit procédé de signature.

La version numérique de ce document a une valeur juridique probante complète, sa re-matérialisation sur papier n'est pas nécessaire.

La signature électronique vaut signature de **toutes les pages** et en conséquence remplace le **paraphe** de chacune des pages.


Les Parties reconnaissent que le procédé technique de signature électronique mis en œuvre permet de garantir et constituer la preuve de (i) l'identification du signataire du document, (ii) la préservation de l'intégrité de son contenu. Les Parties renoncent expressément à contester la recevabilité, la validité et la force probante de la signature électronique du présent document.

Les Parties conviennent que l'acte signé ce jour (i) constituera l'original dudit acte (ii) constituera une preuve par écrit, au sens des articles 1364 et suivants du Code civil, pouvant être valablement opposée aux Parties (iii) sera susceptible d'être produit en justice en cas de litige.

Les Parties reconnaissent enfin que le présent document signé par voie électronique sera le cas échéant admis comme original devant les tribunaux et fera la preuve des contenus qu'il contient, preuve recevable, valable et opposable entre les Parties, de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante qu'un document qui revêt une signature manuscrite, conformément aux articles 1356, 1366 à 1368 du Code civil.

Les signataires ci-dessous ont signé numériquement :

Bruno PACCOUD

✓ Certifié par  yousign

Signé le 09-06-2026
par Bruno PACCOUD



*Rapport sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2025*

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION LA POMMERAIE - JEAN VANIER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



*Rapport sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2025*

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe qui expose le changement des méthodes comptables relatif au nouveau Plan Comptable Général défini par le règlement ANC n°2022-06 à compter du 1^{er} janvier 2025, et notamment les nouvelles règles de classement, d'évaluation et de présentation qui en découlent.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqué ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



*Rapport sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2025*

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les



*Rapport sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2025*

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LE HAVRE,

Pour TGS FRANCE AUDIT

Bruno PACCOUD
Commissaire aux Comptes

EHPAD la Pommeraie

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)		128 486	71 090	57 395	60 077
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais de développement	3 487	15	3 471
		Donations temporaires d'usufruit			
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	102 175	92 292	9 882
		Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	2 452		2 452
		TOTAL	108 115	92 308	15 807
	Immobilisations corporelles	Terrains	314 224	51 737	262 487
		Constructions	11 813 725	7 376 959	4 436 765
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 878 136	3 796 776	1 081 360
		Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	279 566		279 566
		TOTAL	17 285 652	11 225 473	6 060 179
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Actif circulant	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations			
		Créances rattachées à des participations			
		Autres titres immobilisés			
		Prêts	228 104		228 104
	Autres immobilisations financières				
			1 000	1 000	
		TOTAL	229 104	229 104	204 921
	Total (II)		17 622 872	11 317 781	6 305 091
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	494 252		494 252
		Créances reçues par legs ou donations			
		Autres créances	500 765		500 765
		Charges constatées d'avance	47 945		47 945
		TOTAL	1 042 964		1 042 964
Actif circulant	Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus	10 518		10 518
		Disponibilités	1 673 757		1 673 757
	Total (III)		2 727 239		2 727 239
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		20 478 598	11 388 871	9 089 726	8 401 545
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) Dont à plus d'un an (brut)				

EHPAD la Pommeraie

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	-9 459	77 768
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	275 580	280 900
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	1 631 625	1 631 625
	<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 631 625	1 631 625
	Report à nouveau	408 067	346 940
	<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	408 067	346 940
	Excédent ou déficit de l'exercice	363 879	-31 720
	<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	363 879	-31 720
	Situation nette (sous-total)	2 669 693	2 305 514
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 525 606	1 468 216
	Provisions réglementées	379 126	378 334
Total (I)		4 574 425	4 152 065
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	32 753	38 152
	Total (II)	32 753	38 152
Provisions	Provisions pour risques	14 858	
	Provisions pour charges	656 766	421 770
	Total (III)	671 624	421 770
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 682 592	1 638 437
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	7 359	8 279
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	359 894	243 099
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 530 020	1 628 423
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	24 611	
	Autres dettes	206 444	271 317
	Produits constatés d'avance		
Total (IV)		3 810 922	3 789 557
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		9 089 726	8 401 545
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

EHPAD la Pommeraie

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	72 596	72 981
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	104 890	110 565
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et medico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	10 906 804	10 523 769
	<i>dont contrib. financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et medico-sociales</i>		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	<i>Dons manuels</i>		
	<i>Mécénats</i>		
	<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
	Contributions financières	11 532	3 000
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	105 098	112 822
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	200	
	Utilisations des fonds dédiés	28 719	1 208
	Autres produits	478 322	310 930
	Total des produits d'exploitation (I)	11 708 164	11 135 277
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	2 147 407	1 987 303
	Aides financières	8 238	
	Impôts, taxes et versements assimilés	696 746	726 405
	Salaires	5 407 148	5 553 163
	Cotisations sociales	2 113 035	2 245 112
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	535 911	528 379
	Dotations aux provisions	354 952	47 081
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés	23 321	45
	Autres charges	13 793	12 020
	Total des charges d'exploitation (II)	11 300 555	11 099 512
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		407 608	35 765
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	795	
	Autres intérêts et produits assimilés		560
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	795	560
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilés	43 629	47 812
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)	43 629	47 812
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-42 833	-47 251
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		364 774	-11 486

EHPAD la Pommeraie

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total		92 707
Charges exceptionnelles (VI)	Total	791	112 894
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-791	-20 187
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)	104		47
Total des produits (I + III + V)		11 708 959	11 228 545
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		11 345 080	11 260 266
EXCÉDENT OU DÉFICIT		363 879	-31 720
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		363 879	-31 720
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		1 057	1 057
Bénévolat		22 492	21 537
TOTAL		23 549	22 594
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		1 057	1 057
Prestations en nature			
Personnel bénévole		22 492	21 537
TOTAL		23 549	22 594



EHPAD la Pommeraie

Annexe



Page : 10 / 62

Association La Pommeraie – Jean Vanier

**Annexe aux comptes annuels de l'exercice
clos au 31/12/2025**

Table des matières

1	Objet social	5
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	6
3	Description des moyens mis en œuvre	7
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	8
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	8
4.2	Evènements survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes	8
5	Principes et méthodes comptables	9
5.1	Principes généraux	9
5.1.1	Règlement comptable	9
5.1.2	Dérogations	9
5.1.3	Principales méthodes retenues lorsqu'il existe un choix de méthode ou lorsqu'il n'existe pas de méthode explicite applicable à la transaction	10
5.2	Changements comptables	10
5.2.1	Changement de réglementation comptable	10
5.2.2	Changement de méthode à l'initiative de l'entité :	12
5.2.3	Changement d'estimation	12
5.2.4	Corrections d'erreur	12
6	Informations relatives aux postes du bilan	13
6.1	Actif immobilisé	13
6.1.1	Tableau des immobilisations – Cadre général	14
6.1.2	Tableau des amortissements – Cadre général	15
6.1.3	Autres précisions	17
6.2	Actif circulant	19
6.2.1	Créances	19
6.2.2	Précisions sur d'autres créances	19
6.3	Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice	20
6.4	Fonds propres	20
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	20
6.4.2	Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée	24
6.4.3	L'excédent ou déficit de l'exercice (ESSMS)	25
6.4.4	Subventions d'investissement	25
6.4.5	Provisions réglementées (ESSMS)	26
6.5	Fonds reportés et dédiés	27
6.5.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	27
6.6	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	28
6.6.1	Tableau des provisions	28
6.6.2	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	29
6.7	Dettes	31
6.7.1	Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice	31
6.7.2	Dettes garanties par des sûretés réelles	31
6.7.3	Précisions sur certains postes de passif	32
7	Informations relatives au Compte de résultat	33

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société d'expertise comptable, inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n° 14 00024167 01, au capital social de 36 016 638 €, ayant son siège social sis Tour Trinity, 1 bis Place de la Défense, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre National des Entreprises sous le numéro 903 309 490 (RCS Nanterre). TVA : FR03903309490
 Adresse Postale : RYDGE Conseil, 1 bis place de la Défense – Tour Trinity – CS 10549 – 92035 La Défense Cédex



Association La Pommeraie – Jean Vanier

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2025

8 juin 2026

7.1	Résultats par activité ou établissement	33
7.2	Ventilation des produits d'exploitation	33
7.3	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	34
7.4	Honoraires des commissaires aux comptes	35
7.5	Résultat Financier	35
7.6	Résultat exceptionnel	36
8	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	36
8.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	36
9	Informations relatives à l'effectif	37
10	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	37
11	Bilan et compte de résultat arrêtés et publiés au titre de l'exercice précédent	37

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet de promouvoir, d'aider, de coordonner ou de mettre en place toutes actions ou services en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées, tels que :

- / Construction, aménagements, agrandissements, équipements de locaux à vocation médico-sociale.
- / Gestion d'établissement et de service assurant un hébergement, un accompagnement et des soins aux personnes âgées et personnes handicapées.
- / Gestion et développement d'activités de proximité.
- / Activités d'animation, de loisirs inter générations.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

— La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- / Hébergement de personnes âgées et personnes handicapées
- / Animation d'un Foyer de vie pour les personnes handicapées
- / Offre de répit de personnes âgées et personnes handicapées
- / Accueil de jour de personnes âgées

— Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- / Département de la Seine-Maritime

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissements

/ La Pommeraie

- Travaux et agencements : 196 353 €
- Matériel et outillage : 65 359 €
- Matériel de bureau : 9 255 €
- Mobilier : 25 007 €
- Matériel médical : 14 197 €
- Frais de recherche : 3 487 €
- Logiciels : 12 206 €

/ Centre Jean Vanier

- Matériel et outillage : 38 392 €
- Travaux et agencements : 15 251 €
- Matériel de transport : 21 830 €
- Matériel de bureau : 7 633 €
- Mobilier : 42 777 €

— Ressources humaines (données au 31/12/2025)

- / La Pommeraie / Accueil de Jour / Offre de Répit : 104.75 dont 80.08 CDI
- / Centre Jean Vanier : 61.85 dont 50.03 CDI
- / Gestion Libre : 0.59 ETP dont 0.59 CDI

— Autres informations (données au 31/12/2025)

- / Total des charges d'exploitation : 10 990 555 €

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

4.2 Evènements survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

5.1.1 Règlement comptable

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques suivantes :

- / Règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC N°2020-08 ;
- / Règlement ANC N°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- / L'instruction comptable M22bis applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;
- / Règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs au plan comptable général pour les dispositions non couvertes par les règlements précédents.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence :

- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices

5.1.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation

- Aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels ;
- A la durée de l'exercice comptable.

5.1.3 Principales méthodes retenues lorsqu'il existe un choix de méthode ou lorsqu'il n'existe pas de méthode explicite applicable à la transaction

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

5.2 Changements comptables

5.2.1 Changement de réglementation comptable

La première application du règlement ANC N° 2022-06 constitue un changement de méthode comptable.

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements de présentation :

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03.

Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent (N-1) selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués au titre de la colonne comparative "Exercice N-1".

Le bilan et le compte de résultat tels qu'ils ont été arrêtés et publiés au titre de l'exercice précédent sont présentés au paragraphe 11 de cette annexe.

— **Au niveau du compte de résultat :**

- / Les transferts de charges précédemment comptabilisés en 2024 en produits d'exploitation continuent d'être présentés dans la colonne N-1 sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ». Leur montant global s'élève à 14 430 € et concerne les opérations suivantes :

- / Avantages en nature provenant des écritures de paie (repas du personnel) pour un montant de 14 430 €

Suite à la suppression de la technique du transfert de charges en 2025, les opérations précédemment comptabilisées en transfert de charges sont maintenant comptabilisées en 2025 dans les comptes et postes suivants du compte de résultat :

- / Avantages en nature, repas du personnel : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 13 083 € au compte 6491 « Avantages en nature » donc directement en déduction du poste « Salaires »
- / Indemnités d'assurance reçue relatives au sinistre du SAS d'entrée : sont comptabilisées en 2025 pour un montant de 50 428 € au compte 7587 « Indemnités d'assurance » dans le poste « Vente de prestations de services »
- / Les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment présentés en produits exceptionnels sur la ligne opérations en capital sont regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « Produits exceptionnels » pour un montant de 92 708 €
Ces quotes-parts de subventions d'investissement précédemment classées en produits exceptionnels sont comptabilisées en 2025 en produits d'exploitation sur la ligne « Concours publics et subventions d'exploitation » pour un montant de 97 112 €
- / Les produits de cession des éléments d'actifs cédés précédemment présentés en produits exceptionnels sur la ligne « opérations en capital », sont en 2025 comptabilisés en résultat d'exploitation sur la ligne « Produits des cessions d'éléments d'actif » pour un montant de 200 €
- / Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés précédemment présentés en charges exceptionnelles sur la ligne « opérations en capital », sont en 2025 comptabilisées en résultat d'exploitation sur la ligne « Valeurs comptables des éléments d'actif cédés » pour un montant de 8 239 €
- / Le poste « Salaires et traitement » est reclassé dans le poste « Salaires ».
Le poste « Charges sociales » est reclassé dans le poste « Cotisations sociales ».
Ces reclassements n'ont pas d'impacts sur le contenu de ces rubriques.

— *Au niveau du bilan*

- / Les immobilisations corporelles en cours comptabilisés en 2024 sur la ligne « Immobilisations corporelles en cours » pour un montant de 176 947 € sont regroupées dans la colonne N-1 sur la ligne « Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes ». En 2025, les immobilisations corporelles en cours comptabilisées sur cette ligne s'élèvent à 279 566 €
- / Les charges constatées d'avance s'élevaient à 45 402 € au titre de 2024 et étaient présentées sur une ligne séparée de l'actif. Dans la colonne N-1 les charges constatées d'avance ont été reclassées dans la rubrique « Créances ».

Les charges constatées d'avance au titre de 2025 s'élèvent à 47 946 € sont présentées dans la rubrique « Créances ».

5.2.2 Changement de méthode à l'initiative de l'entité :

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode.

5.2.3 Changement d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.2.4 Corrections d'erreur

Notre entité n'a comptabilisé aucune correction d'erreur significative.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

6.1.1 Tableau des immobilisations – Cadre général

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	218 455	15 694		234 149
Immobilisations corporelles	16 652 446	436 053	82 413	17 006 086
Immobilisations en cours	176 947	105 072		282 019
Immobilisations financières	204 922	24 183		229 105
Total	17 252 771	581 002	82 413	17 751 359

6.1.1.1 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne « Augmentations »

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			15 694		
Immobilisations corporelles			436 053		
Immobilisations en cours			105 072		
Immobilisations financières			24 183		
Total			581 002		

6.1.1.2 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne « Diminutions »

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations corporelles			13 472		68 941
Total			13 472		68 941

6.1.2 Tableau des amortissements - Cadre général

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	156 914	6 484		163 398
Immobilisations corporelles	10 770 220	529 427	74 174	11 225 473
Total	10 927 134	535 912	74 174	11 388 872

6.1.2.1 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne « Augmentations »

Dotations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		6 484		
Immobilisations corporelles		529 427		
Total		535 912		

6.1.2.2 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne 'Diminutions »

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations corporelles		13 472	60 703
Total		13 472	60 703

6.1.2.3 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Gros œuvre	Linéaire	30 à 50 ans
Plomberie	Linéaire	15 à 25 ans
Electricité	Linéaire	15 à 25 ans
Menuiserie	Linéaire	20 à 30 ans
Agencements des constructions	Linéaire	5 à 25 ans
Matériel détection alarme	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	5 ans

6.1.3 Autres précisions

- / Les frais d'établissement correspondent aux frais liés aux précédentes opérations de fusion.
- / Les constructions liées à l'EHPAD sont sur sol d'autrui.
- / L'amortissement des frais de restructurations de 1998 du Centre Jean Vanier, en accord avec le Conseil Général, est calculé suivant le plan de remboursement en capital des emprunts souscrits pour le financement de ces investissements. Au terme des remboursements d'emprunt, la valeur nette comptable restante sera amortie sur 10 ans.
- / Le bâtiment du centre Jean Vanier acquis en 2017 est amorti par composant. Les durées d'amortissements retenues sont conformes à l'Avis n°2004-11 du 23 juin 2004.
- / Les chambres mises en service sont amorties sur une durée de 28 ans conformément à ce qui avait été décidé dans le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI).

6.2 Actif circulant

6.2.1 Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

6.2.2 Précisions sur d'autres créances

Les postes les plus significatifs des créances concernent les factures à établir et les produits à recevoir.

- Les factures à établir s'élèvent à 423 849 € et correspondent principalement :
 - / Aux frais de séjours du Département de Seine Maritime pour le mois de décembre 2025 : 371 521 €
 - / Aux frais de séjours des autres Départements : 37 413 €
 - / Aux autres frais de séjour 2025 : 14 915 €
- Les produits à recevoir s'élèvent 495 041 € et correspondent principalement à :
 - / Subvention d'investissement : 78 520 €
 - / Dotation complémentaire SEGUR Centre Jean Vanier 2025 : 371 169 €
 - / Solde du portage de repas pour le mois de décembre 2025 : 5 444 €
 - / Refacturations avec l'AAPA (mises à disposition) : 32 470 €
 - / Divers autres produits à recevoir : 7 438 €

6.3 Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à plus d'un an
Créances clients et comptes rattachés	494 253	494 253	
Autres créances	500 766	500 766	
Charges constatées d'avance (1)	47 946	47 946	
Total	1 042 964	1 042 964	

(1) Les charges constatées d'avance s'élèvent à 47 946 € et correspondent à des charges d'exploitation exclusivement.

6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Document signé électroniquement



Association La Pommeraie - Jean Vanier
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2025
8 juin 2026

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	77 768	-92 847		5 620				-9 459
Fonds propres avec droit de reprise	280 900					5 320		275 580
Ecarts de réévaluation								
Réserves	1 631 625							1 631 625
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	1 631 625							1 631 625
Report à nouveau	346 941	61 127						408 067
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	346 941	61 127						408 067
Excédent ou déficit de l'exercice	-31 721	31 721		363 879				363 879
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	61 127	-61 127		396 326				396 326
Situation nette (sous-total)	2 305 512	0		369 499		5 320		2 669 692
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement	1 468 216			154 502		97 112		1 525 606
Provisions réglementées	378 335			791				379 126
Total	4 152 064	0		524 792		102 432		4 574 424

Éclairer
Entreprendre
Réussir

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société d'expertise comptable, inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n° 14 00024167 01, au capital social de 36 016 638 €, ayant son siège social sis Tour Trinity, 1 bis Place de la Défense, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre National des Entreprises sous le numéro 903 309 490 (RCS Nanterre). TVA : FR03903309490 Adresse Postale : RYDGE Conseil 1 bis place de la Défense - Tour Trinity - CS 10549 - 92035 La Défense

Document signé électroniquement



Association La Pommeraie - Jean Vanier

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2025
8 juin 2026

(1) ESSMS

Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif :

Dans le tableau de variation des fonds propres figurant dans l'annexe des comptes annuels de l'entité gestionnaire, l'activité sociale et médico-sociale est présentée distinctement dans une subdivision spécifique des postes suivants :

- réserves ;
- report à nouveau ;
- excédent ou déficit de l'exercice

6.4.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. (Art 131-2 – ANC 2018-06)

Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité.

Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
— Fonds associatifs	77 768	5 620	92 847	-9 459
Réserves				
— Excédents affectés en investissements CG	1 349 126			1 349 126
— Excédents affectés en investissements ARS	37 958			37 958
— Réserves comp. Ch. Amort. Section Hébergement	9 945			9 945
— Réserves comp. Section hébergement	105 014			105 014
— Réserves comp. Section Dépendance	31 056			31 056
— Réserves comp. Section Soins	22 567			22 567
— Réserves comp. CJV	75 958			75 958

6.4.1.2 Fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle, provisoire, d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. (Art 131-2 – ANC 2018-06)

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire.

La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
— Apports (1)	18 700		5 320	13 380
— Fonds associatifs (2)	262 200			262 200

(1) Les apports avec droit de reprise correspondent aux subventions reçues des caisses de retraite, et ayant pour contrepartie la réservation de lits. Celles-ci sont donc virées progressivement en « fonds associatifs sans droit de reprise » conformément aux conventions signées.

(2) L'apport reçu de l'association AAPA en 2010 est viré en « fonds associatifs sans droit de reprise » au même rythme que les amortissements des biens qu'il a continué à financer.

6.4.2 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

ESSMS (Art 131-2 – ANC 2019-04)

Lors de l'affectation du résultat, l'entité gestionnaire comptabilise, dans les comptes spécifiques de « report nouveau », le résultat de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débit	Crédit
Dépenses rejetées par la tarification (CP Centre Jean Vanier)	127 801	
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)		823 050
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :		
— Report à nouveau		515 560
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs		
— La Pommeraie	181 062	
— Centre Jean Vannier	621 680	
Solde		408 067

6.4.3 L'excédent ou déficit de l'exercice (ESSMS)

ESSMS (Art 153-2 – ANC 2019-04)

Le CASF fixe les règles

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs

Tableau de détermination de l'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire :

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	363 879	-31 721
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)		
= Excédent ou déficit effectif global	363 879	-31 721
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 32 446	-92 848
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	396 326	61 127

6.4.4 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

— Tableau de variation des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	3 290 646	154 502		3 445 148
Quotes-parts virées au résultat	(1 822 430)	(97 112)		(1 919 542)
Montant net en fonds propres	1 468 216	57 390		1 525 606

6.4.5 Provisions réglementées (ESSMS)

Cf § 6.6 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

Les provisions réglementées regroupent les provisions constituées conformément aux obligations spécifiques imposées par la réglementation budgétaire (instruction budgétaire et comptable M22) incluant :

- La différence de réalisation d'éléments d'actif : plus-values de cession affectées en ressources de la section d'investissement.
- Les produits financiers affectés en ressources de la section d'investissement pour l'établissement La Pommeraie uniquement.

6.5 Fonds reportés et dédiés

6.5.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Situations Ressources	Montant total des fonds	A l'ouverture de l'exercice	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	A la clôture de l'exercice
Mesures SEGUR		6 324	52		6 376
Table d'activité		4 317		1 209	3 109
ARS – investissement transition écologique		27 511		27 511	0
ARS – transition écologique 2025			23 269		23 269
Total		38 152	23 321	28 720	32 754

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

6.6 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

6.6.1 Tableau des provisions

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Tableau des provisions					
Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Provisions à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées	378 335	791			379 126
Provisions pour gros entretien (1)	275 839	310 000	67 290		518 550
Provisions pour IDR (2)	131 073	7 143			138 217
Provision décret congés payés arrêt maladie (3)	14 858				14 858
TOTAL	800 106	317 934	67 290		1 050 751

/ (1) Provision pour gros entretien :

- La Pommeraie : l'association a procédé au rachat d'une partie des bâtiments auprès de la société SEMINOR en 2008. La provision pour gros entretien constituée par cette dernière a également été transférée. Elle figure au compte 157200 "Provision entretien bâtiment".
- Centre Jean Vanier : la provision a été constituée chaque année sur la base de 0.50 % du montant des travaux réalisés en 1998, soit 15 626 € par an jusqu'au 31 décembre 2014. A compter du 1er janvier 2015, et en accord avec le plan pluriannuel d'investissements

déposé auprès du Conseil Départemental, la provision pour gros entretien n'est plus dotée pour satisfaire aux travaux de création de huit chambres en 2016 tout en ne faisant pas augmenter le prix de journée.

- Sur l'exercice 2025, 67 290 € ont été repris, correspondant à des travaux Centre Jean Vannier pour 8 189 € et La Pommeraie pour 59 101 €.
- Pour préparer le financement de travaux à venir, une provision pour gros entretien a été constituée à hauteur de 250 000 €, sur l'EHPAD, sur l'exercice 2025. Elle se base sur les devis établis en 2022 dans le cadre de la rénovation des studios.
- Une provision de même nature a été constituée sur le foyer de vie Jean Vanier, à hauteur de 60 000€. Elle se base sur les diagnostics de la première phase de travaux concernant la toiture et le circuit d'eau.

/ (2) Provision Indemnité Départ en Retraite (IDR)

- / (3) Conformément au décret d'application sur les congés payés acquis durant une période d'arrêt maladie professionnelle, une provision a été comptabilisée prenant en compte les congés qui auraient dus être acquis sur la période du 01/06/2023 au 31/12/2023.

6.6.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	138 217	265 111	403 328

Le total de l'engagement retraite calculé pour 403 328 € correspond au montant de l'indemnité départ en retraite selon la convention collective.

Le montant de la provision inscrite dans les comptes annuels pour 138 217 € correspond au montant de l'indemnité départ en retraite légale.

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

/ Le minimum légal

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : 64 ans,
- Taux d'actualisation : 3,96%,
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 0%,

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission),

/ Des statistiques propres,

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le pourcentage retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 50% pour les cadres et 50% pour les non-cadres.

6.7 Dettes

6.7.1 Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Dettes (a)	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Echéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes auprès des Ets. De crédit	1 682 592	147 069	605 671	929 853
Emprunts et dettes financières diverses	7 359	7 359		
Fournisseurs et comptes rattachés	359 895	359 895		
Dettes fiscales et sociales	1 530 020	1 530 020		
Dettes sur immobilisations	24 611	24 611		
Autres dettes	206 445	206 445		
Total	3 810 922	2 275 399	605 671	929 853

6.7.2 Dettes garanties par des suretés réelles

	Montant à la clôture de l'exercice	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 682 592 €	1 682 592 €



Association La Pommeraie – Jean Vanier

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2025
8 juin 2026

6.7.3 Précisions sur certains postes de passif

6.7.3.1 Factures non parvenues

Les factures non parvenues s'élèvent à 120 725 € et correspondent principalement à des charges d'exploitation (fluides, diverses prestations, honoraires, etc.).

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<i>Gestion propre (= libre)</i>		
• Résidence service	32 445	
<i>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</i>		
• Centre Jean Vanier		866
• La Pommeraie		406 107
• Accueil de jour	77 883	
• Offre de répit		67 235
Résultat de l'exercice		363 879

7.2 Ventilation des produits d'exploitation

	Montant
Produites de la tarification	10 906 805
Autres produits (dont APL & ALS)	478 323
Prestations de services	104 890
Production de repas	72 596
Reprise sur provisions et transferts de charges	105 098
Utilisations des fonds dédiés	28 720
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	200
Contributions financières d'autres organismes	11 533
Total	11 708 164

7.3 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

- Heures de bénévolats (reçues) :
- Mise à disposition d'un local (donnée) : 14,1 m2

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
<i>Obtenue :</i>		
Heures de bénévoles	Heures*11.88€ smic brut 2025+50.38% de charges	22 492 €
<i>Offerte :</i>		
Mise à disposition d'un local	Surface*75 € prix moyen locatif	1 057 €

7.4 Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes
Afférents à la certification des comptes	10 183 €
Afférents aux services rendus autres que la certification des comptes	
Honoraires totaux	10 183 €

7.5 Résultat Financier

Le résultat financier est de – 42 834 € et se décompose comme suit :

- Produits des placements financiers : 791 €
- Intérêts d'emprunts : – 43 630 €



Association La Pommeraie – Jean Vanier

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2025
8 juin 2026

7.6 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est de -791 €, il est constitué de la dotation pour produits financiers des ESSMS.

8 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

8.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 250 239 € en 2025.

Il n'a pas été versé de rémunération aux cadres dirigeants bénévoles.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	POM	ADJ	ODR	CJV	GL	TOTAL
CDI	68.86	4.54	6.68	50.03	0.59	130.70
Temporaires	24.56	0.11	0	11.82	0	36.49
Total	93.42	4.65	6.68	61.85	0.59	167.19

10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

Un bail emphytéotique est conclu entre la mairie de Criqueotot l'Esneval et l'association. Il prendra fin le 31 décembre 2070, la date à laquelle les bâtiments seront repris par la commune pour une valeur nulle.

11 Bilan et compte de résultat arrêtés et publiés au titre de l'exercice précédent

Bilan et Compte de résultat N-1 tels qu'arrêtés et publiés :

Bilan Actif

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Frais d'établissement	128 486	68 408	60 077	63 786
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	89 969	88 505	1 464	2 514
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	218 455	156 914	61 541	66 301
	Terrains	314 224	47 527	266 696	271 002
	Constructions	11 631 232	7 058 435	4 572 797	4 868 258
	Inst. techniques, mat.out.industriels	4 706 989	3 664 257	1 042 732	1 025 451
Actif circulant	Immobilisations corporelles	176 947		176 947	262 779
	Avances et acomptes				
	TOTAL	16 829 393	10 770 220	6 059 173	6 427 492
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	203 921		203 921	191 589
	Autres	1 000		1 000	1 000
	TOTAL	204 921		204 921	192 589
Actif circulant	Total I	17 252 770	10 927 134	6 325 636	6 686 383
	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	444 597		444 597	725 664
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	273 394		273 394	397 592
	TOTAL	717 992		717 992	1 123 257
	Divers	10 518		10 518	10 518
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie	1 301 996		1 301 996	910 318
	Disponibilités	45 401		45 401	51 044
Actif circulant	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾				
	Total II	2 075 909		2 075 909	2 095 138
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	19 328 679	10 927 134	8 401 545	8 781 522
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	77 768	150 507
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	280 900	286 220
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	1 631 625	1 631 625
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 631 625</i>	<i>1 631 625</i>
	Report à nouveau	346 940	379 021
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>346 940</i>	<i>379 021</i>
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-31 720	-110 439
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-31 720</i>	<i>-110 439</i>
	Situation nette (sous-total)	2 305 514	2 336 934
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 468 216	1 536 358
	Provisions réglementées	378 334	377 774
Total I		4 152 065	4 251 067
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	38 152	39 315
Total II		38 152	39 315
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	421 770	473 081
Total III		421 770	473 081
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 638 437	1 770 536
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	8 279	9 199
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	243 099	438 103
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 628 423	1 529 245
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	271 317	270 973
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		3 789 557	4 018 057
Ecart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		8 401 545	8 781 522

a partir de l'annexe V.4.7.0

Compte de résultat

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	72 981	75 548
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	110 565	121 286
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	10 523 769	9 594 978
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	3 000	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	112 822	103 113
	Utilisations des fonds dédiés	1 208	3 608
	Autres produits	310 930	282 961
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	11 135 277	10 181 495
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	1 987 303	2 035 598
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	726 405	648 740
	Salaires et traitements	5 553 163	5 152 407
	Charges sociales	2 245 112	1 857 054
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	528 379	520 725
	Dotations aux provisions	47 081	72 795
	Reports en fonds dédiés	45	29 081
	Autres charges	12 020	17 398
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	11 099 512	10 333 801
1. Résultat d'exploitation (I-II)		35 765	-152 305

Compte de résultat

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	560	1 632
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		158
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		560	1 791
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	47 812	52 374
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		47 812	52 374
2. Résultat financier (III-IV)		-47 251	-50 583
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-11 486	-202 888
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	92 707	94 309
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		92 707	94 309
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	103 598	24
	Sur opérations en capital	8 736	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	560	1 627
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		112 894	1 652
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-20 187	92 657
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		47	208
Total des produits (I + III + V)		11 228 545	10 277 596
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		11 260 266	10 388 035
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-31 720	-110 439
dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-31 720	-110 439
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		1 057	1 057
Bénévolat		21 537	18 213
Total		22 594	19 270
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		1 057	1 057
Prestations en nature		21 537	18 213
Personnel bénévole			
Total		22 594	19 270

révisé par la Cour des Comptes V5470

RYDGE Conseil vous accompagne dans vos différents projets professionnels.



Éclairer
Entreprendre
Réussir

rydge.fr

 RYDGE Conseil

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société d'expertise comptable, inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n° 14 00024167 01, au capital social de 36 016 638 €, ayant son siège social sis Tour EQHO, 2 avenue Gambetta, CS 60055, 92066 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre National des Entreprises le numéro

Crédits photos : Getty Images, iStock, Shutterstock, Adobe Stock, tous droits réservés.

